

FORUM « LA PLANIFICATION ECOLOGIQUE APPLIQUEE A L'EVOLUTION DES METROPOLES»

Octobre 2012

Notre pays compte aujourd'hui huit grandes « métropoles », l'Île-de-France étant classée parmi les quelques « métropoles mondiales (« villes globales », selon la terminologie des chercheurs). Leur taille, leur place dans la globalisation des échanges et dans l'économie mondiale, créent une complexité, des tensions de tous ordres difficiles à gérer. Ce phénomène est une lame de fond qui touche les pays développés comme les pays émergents (ou émergés).

La première division internationale du travail de la mondialisation contemporaine (la Chine, l'atelier du monde) a amplifié la désindustrialisation en Europe et particulièrement en France. Cette mutation tertiaire (désindustrialisation et montée des services) a bouleversé notre tissu économique et rend plus difficile l'adéquation de l'emploi aux qualifications des actifs. Peu à peu, la concurrence des pays émergents est tout aussi forte sur les services qualifiés et la recherche-développement, moteur de l'innovation. Nos métropoles, notamment l'Île-de-France, ont la charge de contrer ce risque accru, de structurer un tissu pérenne avec les grands groupes industriels et des entreprises moyennes et petites très performantes (souvent chassées des villes par les prix du foncier) au sein de réseaux d'innovation. Cet enjeu économique est déterminant et implique autant la gestion de nos métropoles que les politiques nationales.

Les disparités sociales, économiques, urbaines, territoriales, sont le lot de nos métropoles. Elles s'accroissent en dépit de toutes les démarches de planification, par un processus de segmentation et de spécialisation. Celui-ci tient aux prix du foncier et de l'immobilier mais aussi à une perte des sentiments d'appartenance commune, à une divergence croissante des modes et standards de vie, à des difficultés d'intégration historiques (immigration, grande pauvreté). Le danger d'une dislocation (des territoires, des groupes sociaux) entre gagnants et oubliés du développement est un enjeu crucial pour nos sociétés urbaines, qui devront confirmer leur robustesse face aux migrations liées à la mondialisation et aux risques de tous ordres (climatiques, géopolitiques, etc.).

Aucune métropole ne réussit vraiment à adapter notre modèle urbain et sociétal à ces risques d'éclatement et parvient seulement à maintenir les tensions à un niveau plus ou moins acceptable. Les métropoles sont désormais aussi face à des enjeux planétaires - climatiques, énergétiques, écologiques -, où l'action des nations doit aller avec l'action locale- Cet impératif traverse toutes les politiques publiques, de l'économie (métiers, industrie, énergies alternatives), de l'urbain (économiser les ressources, polluer moins), de notre biotope naturel de nos modes de vie (consommer mieux, participer d'efforts collectifs). Les stratégies métropolitaines qui émergent depuis quelques années se heurtent à la complexité de la gouvernance, aux contradictions internes accrues, à la pression maximale des usages. Cette révolution reste à penser collectivement.

Comme on le voit, dans un contexte de transition écologique et de mutations économiques, le fait métropolitain soulève d'importantes questions politiques et appelle une planification écologique et démocratique dont la ville du 21^{ème} siècle est l'enjeu.

Le Front de Gauche souhaite porter et mettre ces questions en débat dans le cadre d'un Forum national qui se tiendra à l'automne prochaine et sera largement ouvert aux élus, professionnels et acteurs de la ville.